

Malgré le « mariage pour tous », le rejet des homosexuels persiste

SOS-Homophobie a répertorié 1145 cas d'insultes et de violences en 2015, un niveau comparable à celui d'avant la loi Taubira, votée en 2013

Le vote de la loi du 17 mai 2013 instaurant le « mariage pour tous » et son entrée dans les mœurs n'y ont rien fait. Presque trois ans après, le rapport annuel de l'association SOS-Homophobie, publié mercredi 11 mai, montre que la haine et le rejet des homosexuels persistent en France. Le nombre de témoignages recueillis par l'association en 2015, sur sa ligne téléphonique d'écoute ou par Internet, est certes en baisse par rapport aux années précédentes, marquées par une explosion des appels liés au débat sur l'ouverture du mariage et de l'adoption pour les homosexuels (+ 78 % en 2013).

Cependant, avec 1318 témoignages recueillis, qui correspondent à 1 145 situations (certaines personnes appellent plusieurs fois), il retrouve un niveau comparable à la période 2005-2011. Après trois années marquées par de nombreux signalements de propos liés au débat public et prononcés dans les médias, la majorité des insultes et agressions vise cette fois directement leurs victimes.

Plus de 60 % des cas signalés se sont produits dans un contexte de vie quotidienne : famille (14 %), lieux publics (12 %), travail (12 %), voisinage (9 %), commerces et

services (8 %), milieu scolaire (6 %). Autre fait marquant : la persistance des agressions physiques (152 cas rapportés).

Deux mouvements contradictoires semblent à l'œuvre. D'un côté, l'homosexualité se banalise et se vit de plus en plus au grand jour, tout comme l'homoparentalité. Des tribunaux condamnent certains propos homophobes : l'ancienne députée des Yvelines Christine Boutin a dû payer 5 000 euros d'amende pour avoir affirmé que l'homosexualité est une « abomination ».

D'un autre côté, une homophobie « ordinaire » continue à s'exprimer. Comme dans ce jugement du tribunal des prud'hommes de Paris, dévoilé le 7 avril, qui considérait que traiter un coiffeur de « pédé » n'était pas homophobe. Ou quand le footballeur Serge Aurier qualifiait en février son entraîneur Laurent Blanc de

« fiotte ». « Il y a une sorte de légitimation de la parole homophobe », condamne Gilles Dehais, président de SOS Homophobie. *Les insultes semblent passer dans le langage courant.* »

Les faits rapportés témoignent d'une malveillance ancrée. C'est un homme qui se fait traiter de « pédé » à chacun de ses passages à la caisse d'un supermarché. Ou

un jeune couple qui se fait cracher dessus et qualifier de « sales animaux » par ses voisins. Un professeur des écoles qui, lorsque son ex-compagnon révèle son homosexualité à sa hiérarchie, voit son directeur refuser de lui serrer la main. Une employée d'hôtel qui se fait traiter de « grosse gouine » par un collègue...

Les conséquences sont dévastatrices. Donovan (les prénoms sont modifiés), un apprenti en boulangerie de 17 ans, quotidiennement insulté par son patron, est en arrêt maladie et songe au suicide. Kevin, 21 ans, se sent « en train de couler », ne dort plus, ne mange plus. Avec son conjoint, Ludovic, 31 ans, ils sont harcelés par la famille d'une conductrice de bus qui les a vus se tenir la main. Toute la famille de cette dame les insulte (« sales pédés », « pédophiles »). Ludovic a été frappé au visage.

Amélioration sur Internet

Les jeunes qui subissent l'homophobie dans leur famille ou à l'école se sentent particulièrement piégés. SOS-Homophobie relève que les victimes d'homophobie en milieu scolaire sont de plus en plus jeunes : 69 % ont moins de 18 ans. Les agresseurs sont le plus souvent des élèves. « Le milieu scolaire est un micro-

cosme de notre société, il véhicule les mêmes clichés », écrit l'association. Les victimes rapportent des moqueries, insultes, crachats, parfois des coups. Le soutien de la famille est alors indispensable, mais pas toujours présent.

Seule inflexion positive : la diminution du nombre de propos homophobes rapportés sur Internet, qui passe de 40 % à 20 % du total. Elle est liée à la moindre présence de l'homosexualité dans le débat public, mais pas seulement. « Nous avons beaucoup travaillé avec Twitter et Facebook, qui retirent plus rapidement les propos homophobes », relate Gilles Dehais. Mais Internet reste une caisse de résonance importante. Il suffit par exemple que Caroline Fourest [essayiste et militante lesbienne] passe à la télévision pour voir déferler des tweets homophobes. » ■

GAËLLE DUPONT

« Les insultes semblent passer dans le langage courant »

GILLES DEHAIS
président de SOS
Homophobie